

"Des mesures ont été prévues pour contrecarrer l'expansion soviétique en Méditerranée orientale" dans Le Monde diplomatique (février 1968)

Légende: En février 1968, le mensuel français Le Monde diplomatique publie un article du député néerlandais Frans J. Goedhart, qui analyse les mesures prévues pour contrecarrer l'expansion militaire soviétique en Méditerranée orientale et souligne le rôle joué par l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale (UEO).

Source: "Des mesures ont été prévues pour contrecarrer l'expansion soviétique en Méditerranée orientale" dans Le Monde diplomatique Paris: Le Monde diplomatique. Février 1968, n°167, p.8.

Copyright: (c) Le Monde Diplomatique

URL:

http://www.cvce.eu/obj/des_mesures_ont_ete_prevues_pour_contrecarrer_l_expansion_sovietique_en_mediterranee_orientale_dans_le_monde_diplomatique_fevrier_1968-fr-8f282afb-881b-4f1f-8444-1bf0422d4124.html



Date de dernière mise à jour: 25/10/2016

Des mesures ont été prévues pour contrecarrer l'expansion soviétique en Méditerranée orientale

L'accès à la Méditerranée a toujours été l'un des grands objectifs traditionnels de la politique extérieure de la Russie. Les événements de l'année passée ont permis à tout le monde de constater que l'Union soviétique est parvenue à atteindre cet objectif, ce qui constitue un succès considérable. Tout cela se fait sans qu'en même temps le potentiel militaire soviétique en Europe soit affaibli ou négligé.

Le budget militaire de l'Union soviétique pour 1968 est de 15 % plus élevé que l'année précédente ; pour la Pologne ce chiffre est de 10 %, pour la Hongrie de 17 %, et pour l'Allemagne de l'Est même de 62 %. M. Ulbricht a motivé cette augmentation extraordinaire de son budget militaire en parlant de la « tension internationale fort accrue ». En outre il ne faut pas perdre de vue que la marine soviétique a mis en service ces dernières années un grand nombre de navires destinés à des opérations de débarque-

ment, et que dernièrement un navire porte-avions a été mis en service tandis qu'une deuxième unité, qui est en voie de construction dans les chantiers d'Odessa, sera lancée sous peu.

Le retrait de la Grande-Bretagne des régions à l'est de Suez menace de créer un nouveau vide si les États-Unis persistent dans leur intention de ne pas relayer les Britanniques dans la mer Rouge et le golfe Persique. Il n'est pas trop téméraire de supposer que la stratégie du Kremlin se propose de profiter pleinement des possibilités créées par cette nouvelle situation.

S'il y réussissait, Moscou prendrait pied non seulement au Proche-Orient et dans la Méditerranée, mais également au Moyen-Orient. Il dominerait alors complètement le canal de Suez et aurait en son pouvoir tout le pétrole de ces territoires.

Par FRANS J. GOEDHART,
député néerlandais

convention de Constantinople de 1888, qui règle la navigation par le canal de Suez. On pourrait charger par exemple les Nations unies de veiller à l'observation de cette convention. On comprend que le passage par une pareille voie navigable internationale ne puisse être exposé d'une façon permanente aux risques qu'entraîne la politique aventureuse d'un homme tel que Nasser. Il est inadmissible que la communication entre l'Asie et l'Europe puisse dépendre complètement des caprices de quelque dictateur égyptien. Même si l'on a peu de confiance dans l'efficacité politique des Nations unies et des efforts du secrétaire général U Thant, le contrôle exercé par l'Organisation mondiale sur le canal de Suez est préférable à la situation actuelle.

La convention de Montreux de 1936 relative à la navigation par le Bosphore mérite également d'être soumise à une révision. Cette convention, rédigée à une époque où il n'était pas encore question de bombes atomiques, impose aux navires de guerre qui passent par le Bosphore d'importantes limitations en ce qui concerne les canons dont ils sont armés. Aujourd'hui des navires de la marine soviétique font la navette entre la mer Noire et la Méditerranée en ayant à bord des fusées qui peuvent causer des dévastations beaucoup plus grandes que les canons de 12 que la conven-

porte grandement pour l'Occident que la paix soit établie dans cette région et que des solutions raisonnables, acceptables pour les deux parties, soient trouvées. Les concessions devront alors venir surtout du côté arabe.

L'attitude de la France

L'ASSEMBLÉE de l'U.E.O., qui, comme tous les autres organes parlementaires européens, n'a pas de pouvoir réel, mais une fonction exclusivement consultative, a adopté à une grande majorité les recommandations dont nous venons de parler. Seuls les gaullistes français et quelques démocrates-chrétiens allemands, qui ne veulent pas déplaire à ceux-ci de crainte que le Quai d'Orsay ne reconnaisse un jour par représailles le « gouvernement » de M. Ulbricht, ont voté contre. La grande majorité, composée de Britanniques, de Hollandais, de Belges, d'Allemands et d'Italiens, a appuyé ces idées. En faisant cela on s'est abstenu de prendre trop clairement position contre la politique française actuelle. Ce n'est cependant nullement un secret que la préoccupation en Europe occidentale au sujet de la politique française à l'égard de la Méditerranée et du Proche-Orient est grande. Il est difficile de nier que le président de Gaulle, dans le conflit entre Israël et les Arabes, marche en fait de concert avec le Kremlin. Il est également clair que la politique pétrolière française vis-à-vis de l'Irak porte atteinte à l'Union occidentale. L'aide continue accordée au président Bou-

Il est clair qu'aucune puissance européenne ne serait à elle seule à même d'arrêter un pareil développement. Dans son état actuel d'impuissance l'Europe peut essayer de se consoler par la pensée que nous pouvons nous procurer notre pétrole ailleurs et que nous pourrions le remplacer dans l'avenir prochain par d'autres combustibles. Nous pouvons encore nous encourager en considérant que le canal de Suez, autrefois appelé l'artère vitale de l'Europe, a perdu une grande partie de son ancienne importance à la suite de la mise en service de pétroliers géants. Mais de pareilles considérations ne sauraient nous rendre aveugles aux conséquences politiques et stratégiques de la pénétration soviétique dans ces régions. La Turquie menace d'être encerclée par les forces soviétiques, la position de la Grèce devient de plus en plus difficile, et pour le trafic de tous les États situés sur la Méditerranée la situation devient dangereuse. La présence continue de la VI^e flotte des États-Unis empêchera sans doute pour le moment l'Union soviétique de prendre des initiatives agressives dans cette région. La politique soviétique tend plutôt à arriver par des méthodes politiques, diplomatiques, économiques et psychologiques à dominer les pays arabes faibles, pauvres et peu développés, afin d'obtenir par là de meilleures positions de départ pour l'élimination ultérieure de toute influence occidentale dans la région si névralgique qui forme la transition entre l'Europe, l'Asie et l'Afrique. Un effort commun des puissances européennes et des États-Unis devient ici une nécessité impérieuse.

Un programme d'action

ANTICIPER beaucoup sur le programme politique d'un pareil effort commun nous mènerait trop loin. L'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale a formulé récemment un certain nombre de points qui peuvent être considérés comme une première contribution à un pareil programme. En premier lieu a été recommandée la création d'une Organisation méditerranéenne de développement dont l'objectif devrait être de donner une aide à grande échelle aux pays arabes disposés à se consacrer pleinement à leur propre redressement économique et social et qui veulent renoncer à la propagande provocatrice et aux aventures militaires. La philosophie qui est à la base de cette conception est la conviction que la cause la plus profonde des tensions et des conflits dans le monde arabe est la pauvreté des masses. Les hommes politiques du type de Nasser n'ont pas de solution pour le problème de la pauvreté. Ils s'efforcent de détourner l'attention de leur impuissance au moyen d'une propagande chauviniste et en semant la haine contre Israël, les États-Unis et l'Europe occidentale, et c'est l'Union soviétique qui profite volontiers des possibilités ainsi offertes pour faire naître un climat de crise permanente.

L'Assemblée de l'U.E.O. désire en outre qu'une attention spéciale soit donnée à Malte. État qui, à la suite du rétrécissement de la position de la Grande-Bretagne, se voit aux prises avec de graves difficultés économiques et sociales. De la même manière dont les États-Unis ont aidé Porto-Rico, l'Europe occidentale pourrait remettre sur pied l'île de Malte.

Une autre recommandation de l'Assemblée de l'U.E.O. plaide en faveur de la création d'un registre international des armements, auquel tous les États et tous les commerçants privés d'armes devraient notifier les fournitures d'armes à l'étranger. Une pareille obligation devrait s'appliquer aussi bien aux armes neuves qu'aux armes usagées et aux munitions. Si l'on veut, on pourrait confier la gestion d'un pareil registre aux Nations unies. On comprend qu'une pareille obligation de notification n'ait pas par elle-même comme conséquence une diminution des armements. Toutefois l'obligation de faire part de toute transaction d'armes constituerait un frein pour le commerce des armes. Cela rendrait plus difficiles des pratiques équivoques telles que la fourniture simultanée à deux parties combattantes d'armes afin de faire naître la situation la plus chaotique possible (qu'on pense par exemple au Nigéria et au Biafra !).

Il va de soi que c'est là un problème qui doit être réglé à l'échelle mondiale : les événements du Proche-Orient, où les envois d'armes de l'Union soviétique ont permis d'entasser le matériel combustible qui a donné lieu l'an passé à une explosion, ont prouvé qu'il est devenu urgent de prendre des mesures afin de limiter les fournitures d'armes dans cette région.

Révision des conventions sur Suez et le Bosphore

EN outre il est souhaitable de mettre en place de nouvelles réglementations pour la navigation par le canal de Suez et dans les détroits turcs. Il faudra insuffler une nouvelle vie à la



(Photo Agraci.)

M. Rhéda Malek, ambassadeur d'Algérie, accueilli à l'ambassade du Koweït lors d'une récente réception. A gauche : Mme Saeed Shammam, épouse de l'ambassadeur ; le cheik Saad Al-Abdulla Al-Salem, ministre de la défense et de l'intérieur du Koweït, et M. Saeed Shammam, ambassadeur du Koweït à Paris.

tion de Montreux permet d'avoir comme armement maximum. Aussi semble-t-il souhaitable d'entamer des négociations sur une révision de cette convention. Un argument important qui pourrait amener l'Union soviétique à y prendre part serait l'intérêt qu'il y a pour Moscou à avoir des garanties contre l'apparition dans la mer Noire d'une flotte américaine moderne et pourvue d'armes puissantes.

Le cas de la Grèce et d'Israël

L'ASSEMBLÉE de l'U.E.O. a adopté encore quelques recommandations au sujet de la Grèce et d'Israël. La situation en Grèce est grave. Ce pays est très important pour l'Occident aussi bien du point de vue politique que du point de vue militaire et stratégique. C'est pourquoi il importe que la Grèce reste étroitement liée à l'O.T.A.N. Le régime des colonels qui en avril 1967 ont suspendu la Constitution au moyen d'un coup d'Etat constitue une menace pour la stabilité interne de la Grèce. Ce régime dictatorial risque en effet de faire naître une résistance à l'intérieur du pays et il y a lieu de craindre qu'il n'en résulte une nouvelle guerre civile. Contrairement à ce qui s'était passé dans la guerre civile qui éclata après 1945, quand les communistes et les anticommunistes se combattaient, on verra, dans le conflit qui menace de se produire maintenant, les communistes et les anticommunistes se battre ensemble contre les colonels et leurs troupes. Cela créerait pour les communistes une occasion favorable pour s'emparer du pouvoir. Abstraction faite de considérations idéologiques qui pèsent également dans la balance, l'Assemblée de l'U.E.O. est donc arrivée à la conclusion que la défense de la Méditerranée et des pays qui l'entourent rend nécessaire que l'Occident exerce une pression continue afin de favoriser le rétablissement de la démocratie en Grèce. Dans la même perspective s'impose la nécessité de négociations directes entre Israël et les Arabes. De même que pour les Soviétiques, il importe que la crise dans le Proche-Orient acquière un caractère quasi-permanent, il im-

mediene ne contribue guère à renforcer la position de l'Occident dans la partie ouest de la Méditerranée. Moscou fournit à l'Algérie des navires du type Komar équipés de fusées Styx. En outre il y a l'histoire de Mers-el-Kébir.

Au Maroc et en Tunisie on se préoccupe des conséquences que pourrait entraîner cette pénétration soviétique progressive en Algérie. Des débats au Sénat français ont démontré assez clairement qu'en France même règne aussi une certaine inquiétude sur la politique étrangère de l'Élysée. On se demande si demain des fusées soviétiques installées en Afrique du Nord seront braquées sur Toulon et Marseille. La mentalité traditionnellement pro-française de la plupart des hommes politiques européens fait que l'on s'efforce de ménager la France et que l'on évite de l'attaquer en public. Mais on se tromperait si on tirait de là la conclusion que l'opposition européenne contre la politique extérieure gaulliste n'est pas sérieuse. En ce qui concerne les problèmes du Proche-Orient et de la Méditerranée, on commence à se rendre compte du fait que la politique française peut engendrer un danger mortel pour le monde libre entier.